

URCF Union Révolutionnaire des Communistes de France
Intervention prononcée par Maurice Cukierman
Secrétaire International
Meeting International du PCPE (KKE/Gauche Populaire-Parti Communiste (Italie)/ URCF/PRCF)
Madrid 15 décembre 2012-12-23

Chers amis et camarades,

Permettez moi tout d'abord d'exprimer la solidarité prolétarienne des révolutionnaires de France avec le prolétariat et les peuples d'Espagne, qui se mobilisent contre la politique criminelle qu'impose l'oligarchie financière espagnole et ses organismes européens et internationaux, hier avec son gouvernement social-démocrate, aujourd'hui avec les héritiers du franquisme. Le gouvernement de ces derniers, soit dit en passant, ne gêne absolument pas la digestion et le sommeil de ceux si vétilleux quand il s'agit de mettre sur le même plan fascisme et communisme et de condamner le socialisme qui a existé en Union soviétique et dans les démocraties populaires et le socialisme qui résiste à Cuba et en République Populaire et Démocratique de Corée !

Au nom de l'URCF, je vous transmets nos sentiments les plus fraternels, les plus internationalistes, à vous, les communistes du Parti Communiste des Peuples d'Espagne, les héritiers du PCE de la guerre d'Espagne ; du PCE des camarades exilés menant le combat dans les maquis aux quatre coins du continent, dans les camps de concentration ou dans les rangs de l'Armée Rouge pour vaincre le nazi-fascisme ; du PCE des combats clandestins contre le franquisme ! A vous les communistes du PCPE qui avez dit non à la trahison d'une clique de dirigeants révisionnistes sans honneur, et qui depuis plus de 30 ans dans des conditions, ô combien difficile, êtes à la tâche pour reconstruire le Parti communiste dont la classe ouvrière et les peuples d'Espagne ont besoin pour se débarrasser de la dictature du Capital!

Votre meeting est d'une grande importance. La crise générale qui ronge le capitalisme depuis le début du XXe siècle, mais qui avait obtenu des rémissions, liées en particulier à la Seconde Guerre et dans une moindre mesure aux politiques de régulation du capitalisme monopoliste d'Etat, connaît aujourd'hui une aggravation sans précédent, qui a vue en une trentaine d'année, mettre en échec les politiques de régulation dites Keynésiennes et celles prétendument néolibérales. Le capitalisme impérialiste est frappé par la baisse tendancielle du taux de profit, aggravée par la loi du développement inégal avec la montée en puissance d'impérialismes « jeunes » qui bénéficient de quelques années de rémission, par la montée des besoins sociaux et son incapacité à les satisfaire. Ce système ne peut plus cacher sa réalité : il est obsolète, sénile. Cela ne veut pas dire que le système va tomber demain matin, ni qu'il va tomber tout seul ! La situation peut durer des décennies, avec des moments de « moindre crise » si l'on peut dire, et de nouveaux aiguisements. Mais des choses sont sûres :

1. L'aiguisement de la crise nourrit une offensive sans précédent contre tous les travailleurs du monde capitaliste et en particulier en Europe et cette offensive va se poursuivre encore et encore. L'objectif c'est de réduire le prix de la force de travail dans chaque pays, pour permettre au capital monopoliste et l'oligarchie financière, d'accroître sa prédation de la richesse sociale créée par le travail. En balayant toutes les conquêtes sociales il s'agit d'augmenter la part de la plus value en récupérant sur le salaire indirect et le salaire différé, qui étaient apparus sous la pression du mouvement ouvrier et de la présence de l'Union soviétique sous forme de retraites, de sécurité sociale... Mais en même temps c'est la remise en cause de toute la législation sociale et de la législation du travail, élaborés par le combat quotidien comme dans les grands moments des luttes prolétariennes du siècle passé, pour laisser sans défense les travailleurs et accroître l'exploitation sans frein, tandis que les salaires, les pensions et les retraites sont amputés. Il n'est donc pas étonnant que la misère monte en flèche partout même si c'est de manière inégale, mais nous pouvons penser que ce qui se est en train de se passer en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Irlande, en Italie, est le précurseur de ce que vont connaître les travailleurs allemands, français, etc... La politique de Cameron en Grande-Bretagne illustre bien qu'il ne s'agit pas de la punition de pays du sud qui auraient dépensé sans compter, mais bien d'une politique de classe visant à faire supporter aux travailleurs et leurs familles la crise du Capital. Rappelons-nous que la première grande offensive du capital financier et des monopoles en Europe pour modifier la régulation

monopoliste qui avait prévalu depuis la fin de la guerre fut conduite en Grande-Bretagne par Margareth Thatcher. Il y a quarante ans les révisionnistes et les opportunistes nous disaient gravement que la paupérisation absolue, avait fait place à la seule paupérisation relative ! On voit ce qu'il en est aujourd'hui, où, comme Marx l'avait démontré, la force de travail étant une marchandise, comme toute marchandise elle peut se trouver à se vendre à un prix inférieur à son coût !

2. il ne saurait y avoir une sortie de la crise dans le capitalisme. Le niveau des contradictions ne peut laisser aucune illusion sur l'issue nécessaire pour les résoudre et il n'y en a pas d'autres, et si dans la bataille il y aura des moments particuliers, des avancées et des reculs, il n'y aura pas d'étapes intermédiaires, au sens où avant de faire la Révolution il y aurait un moment plus ou moins long et surtout incontournable, de régime démocratiques nécessaires pour aller de l'avant par la suite, ni même des périodes de régime démocratique socialement instable du type de ceux que nous avons connus par exemple en France à la Libération avec le Conseil National de la Résistance ! D'ailleurs l'instabilité n'a pas duré, avec l'aide de la social-démocratie et des Etats-Unis la bourgeoisie monopoliste a très vite repris l'avantage ! Pour sortir de la crise il faut en finir avec le capitalisme, il faut une révolution qui instaure le socialisme en renversant le pouvoir de la bourgeoisie monopoliste et le remplaçant par le pouvoir de la classe ouvrière, socialise les moyens de production et d'échange, met sur pied une planification économique, pour que l'économie soit mise au service de la satisfaction des besoins populaires.
3. la crise peut déboucher sur la guerre entre impérialistes, et c'est la tendance naturelle si les masses n'interviennent pas. Le niveau des contradictions interimpérialistes est aujourd'hui plus important qu'en 1914. Un fait me semble parler de lui-même. A l'époque la situation dans les Balkans était considérée comme un véritable casse-tête et un embrouillamini d'intérêts impérialistes qui s'alliaient, se combattaient et se rabibochaient, sur le dos des peuples qui eux servaient de chair à canon et devaient avoir du mal à s'y retrouver dans les alliances de leur gouvernement qui leur étaient dictées par les puissances impérialistes en fonction des intérêts de leurs monopoles ! Et que se passe-t-il aujourd'hui dans ce vaste arc de cercle qui part des Balkans, qui couvre le Moyen-Orient jusqu'à l'Afghanistan, et qui revient jusqu'au Maghreb par les pays du Golfe comme le Qatar et l'Arabie Saoudite ? La recherche du contrôle des sources de matières premières énergétiques et des routes commerciales fait rage entre les impérialistes français, allemands, anglais, les Etats Unis bien sûr, mais aussi les impérialistes russes et chinois, nouveaux venus, et les puissances du Golfe partie prenante de l'oligarchie financière internationale ?

C'est par rapport à ces questions que l'on doit aborder les tâches qui sont les nôtres pour rallier la classe ouvrière et les couches populaires à la compréhension de la nécessité historique de la révolution socialiste, en particulier dans la lutte contre ses mécanismes de la domination monopoliste que sont l'OTAN et l'Union Européenne et l'Euro.

La lutte contre l'OTAN ce n'est pas seulement la lutte contre l'impérialisme Etatsuniens. C'est vrai que c'est ce dernier qui en a été l'initiateur en 1949, mais il y avait deux enjeux dialectiquement liés : le premier c'était de construire une structure politico militaire (l'OTAN est le bras armé de l'Alliance Atlantique) qui permettait aux Etats Unis certes, mais aussi à l'ensemble des bourgeoisies de l'Europe occidentale d'avoir un appareil répressif contre la montée du mouvement ouvrier révolutionnaire consécutive à la défaite du fascisme et la constitution du camp socialiste. Le second était la lutte contre l'Union Soviétique et le camp socialiste en formation tout en assurant l'hégémonie de l'impérialisme yankee sur ses alliés et protégés en agitant le hochet de la menace soviétique.

Dans les grandes batailles qui ont été menées contre l'OTAN nous avons pour des raisons compréhensibles dans leur contexte, trop souvent mis l'accent sur le second enjeu en négligeant le premier, c'est à dire que nous perdions de vue la nature de classe de l'OTAN du point de vue des bourgeoisies impérialistes qui y participent, en mettant l'accent sur l'indépendance nationale, la souveraineté des Etats, l'intérêt national, hors des rapports de classe dans laquelle ces notions doivent être appréhendées. Toute erreur de ce type conduit le mouvement révolutionnaire à l'opportunisme ou à faire son jeu. C'est ainsi qu'en France le PCF, qui s'était pourtant bien battu contre l'OTAN, a donné une appréciation unilatéralement positive au retrait de la France du commandement intégré de l'OTAN par De Gaulle en 1965, négligeant le fait que celui-ci réaffirmait l'adhésion à l'Alliance Atlantique, que la collaboration avec l'OTAN se poursuivait, que la France participait à l'Union de l'Europe Occidentale, bref

que l'impérialisme français cherchait à défendre ses positions impérialistes contre l'hégémonie impérialiste US. C'était oublier que quand les brigands s'opposent entre eux, la solution n'est pas de soutenir l'un contre l'autre, mais d'en profiter pour s'en débarrasser. Avec l'eurocommunisme le PCF a mythifié le gaullisme, et est allé jusqu'à se rallier au soutien à la politique atomique en matière militaire de l'impérialisme français, au nom des prétendus intérêts de l'indépendance de la France impérialiste. Cela sur fond d'antisoviétisme. Mais au-delà des conjonctures ce qui sous-tendait tout cela c'est que le gaullisme représentait un courant à part de l'impérialisme français, un courant avec lequel il aurait même pu être envisagé un bout de chemin ensemble, y compris pour contrebalancer le poids de la social-démocratie, considéré non pas du point de vue de son alignement sur les points de vue de l'impérialisme français mais celui de son alignement sur celui des Etats Unis ! De même lors de l'agression contre la Lybie l'on a vu le Front de Gauche qui l'avait réclamer de ses vœux, protester contre le fait qu'elle se faisait sous le couvert de l'OTAN, avec les Etats Unis donc, et non pas sous le seul drapeau de l'Union Européenne ! Ces messieurs ne soutiennent que les criminels bien de chez eux. Or ces finasseries ne sauraient camoufler que l'OTAN est bien l'instrument d'alliance des bourgeoisies monopolistes contre les peuples et contre la classe ouvrière. L'OTAN n'a pas cessé depuis qu'elle existe d'intervenir dans ce sens, pour empêcher tout pas en avant des forces, pas seulement révolutionnaires, mais démocratiques dès qu'il était estimé que cela fragilisait l'impérialisme dans chaque pays : les cas de l'Italie pendant tout l'après guerre jusqu'en dans les années 90, de la Grèce avec les colonels comme avec le retour de Caramanlis, du Portugal en 1975, sans même évoquer les interventions pour diviser le mouvement syndical. Et d'autre part, quand on regarde comment le cartel d'Etats impérialistes que constitue l'Union européenne s'est constituée on voit bien comment l'OTAN, avec les Etats Unis et le Canada, est bel et bien organiquement lié à la première, ne serait-ce que par le fait que sauf pour trois exceptions, tous les Etats de l'UE, y compris les six premiers, ont d'abord adhérer à l'Alliance Atlantique et à son organisation militaire intégré ! Et cela dans la plus parfaite collaboration de chaque impérialisme, même si à tel ou tel moment les contradictions font que certains ruent dans les brancards, mais en faisant attention de ne rien casser. C'est pourquoi il est important pour nous communiste dans la bataille que nous devons mener contre la menace de guerre et contre l'OTAN, de veiller à dénoncer le rôle de notre propre bourgeoisie dans son existence, en mettant en avant le mot d'ordre du retrait et de la dénonciation du Traité de l'Atlantique, en combattant celui d'une prétendue dissolution qui sous son masque radical est l'expression opportuniste du ralliement à son existence puisqu'il renvoie aux calendes grecques sa disparition, comme l'a très bien expliqué à l'ambassadeur US en RFA le renégat Gregor Gysie du Parti de la Gauche Européenne et du Links Partei.

Nous sommes confronté à des problèmes du même ordre avec l'Union Européenne et l'Euro, même si à première vue ils sont plus complexes. Nous avons affaire à une forme nouvelle des Cartels dont Lénine a démontré qu'ils constituent une des caractéristiques de l'impérialisme. Aux Cartels monopolistes de branche, se sont ajouté des cartels d'Etats impérialistes, sous des formes plus ou moins complexes et que l'on retrouve sur la plupart des continents aujourd'hui. L'Union Européenne est celui le plus élaboré. Il a certaines caractéristiques qui l'apparentent à un appareil d'Etat ou qui lui donnent cette apparence. En fait c'est une direction collective des affaires de la bourgeoisie monopoliste, de l'oligarchie financière européenne, et traversée par les contradictions interimpérialistes, par la recherche de rapports des forces favorables à l'un ou à l'autre, pour se partager les marchés, les secteurs de production, les sources de valorisation du Capital. Mais c'est aussi un recours pour chaque bourgeoisie monopoliste pour conforter ses intérêts et sa domination de classe sur la classe ouvrière dans chaque pays. C'est donc une machine de guerre contre le monde du travail et les couches populaires, un instrument de la dictature de la classe dominante dans chaque pays. De ce point de vue elle est bien organiquement liée à l'OTAN. Dans ces conditions il faut être clair on ne peut prétendre être communiste, être révolutionnaire, sans combattre l'UE. Il faut au contraire profiter de chaque bataille de classe pour en dévoiler la nature. Mais nous pensons qu'il faut éviter deux écueils :

- Le premier c'est de croire qu'aujourd'hui la lutte des classes et son aboutissement, la révolution socialiste, ne se déploierait plus qu'accessoirement dans le cadre national. Cette position présuppose qu'est en train de naître un nouvel impérialisme européen, dont l'Euro finalement traduirait l'avancée, répondant aux besoins du développement des forces productives, processus qui serait à l'échelle historique positif car nous rapprochant du processus de fusion des peuples que constituera le communisme. Lénine a bien dit qu'il fallait savoir rêver, mais ça ne doit pas pour autant faire perdre conscience des réalités, et conduire en cette période de fêtes à croire au père Noël ! Du coup d'ailleurs les partis et organisations communistes perdraient leur autonomie politique en fonction des analyses de tel ou tel parti. C'est ce qui permet aux tenants de ce point de vue, par exemple, de soutenir le Front de Gauche lors des élections françaises, alors que les organisations communistes de France

dénonçaient une opération visant à intégrer la classe ouvrière dans le consensus pro-européen. Sur le fond cette position conforte le consensus, dont l'UE est très friande, et qu'elle tente de construire avec son pseudo parlement, avec les campagnes de la social-démocratie et du Parti de la Gauche Européenne pour l'Europe sociale, mais aussi en finançant la pseudo Confédération Européenne des Syndicats et en lui donnant une large publicité pour ses activités. En réalité ces positions font fi des contradictions interimpérialistes, et reprennent quelque part la vieille lubie kautskiste du super impérialisme qui ferait que le capitalisme pourrait par son propre développement écarter la guerre comme moyen de régler les dites contradictions, où celle de Trotski sur les Etats Unis d'Europe dont Lénine a démontré que sous le capitalisme impérialiste, cela ne pouvait signifier qu'un Etat ultraréactionnaire ! Or ces contradictions existent bel et bien, entre les impérialistes français et allemands, même s'ils codirigent le Cartel, entre eux avec les britanniques, et entre tous les autres et avec tous les autres ! Au point qu'avec la crise actuelle l'Union européenne n'est plus aussi sûre de son avenir qu'auparavant, et qu'il apparaît que des plans de rechange sont préparés « pour le cas où », tant au niveau de l'Euro que pour la structure de l'UE en tant que tel.

- Le second écueil c'est de plus ou moins dissocier dans le temps la bataille contre l'Union Européenne de celle pour notre objectif, le socialisme. Cette position se caractérise par le fait qu'elle a tendance à considérer la bataille contre l'UE comme un préalable à la bataille pour le socialisme, préalable du même type que pendant l'occupation nazi, ou effectivement les circonstances particulières imposaient bien une étape particulière pour que la lutte pour le socialisme puisse se développer. De fait ce point de vue tend à survaloriser, ou même introduire de manière artificielle, la question nationale comme élément central du rassemblement populaire contre l'UE. Il voit l'UE en priorité comme organisant la domination de l'impérialisme allemand sur la France, la bourgeoisie française acceptant sa vassalisation, tendance considérée comme sa caractéristique historique, puisque reproduisant finalement les mêmes attitudes que l'émigration contre-révolutionnaire de 1793, que la bourgeoisie en 1871 et en 1940 ! Du coup il est fait appel à toutes les forces qualifiées de républicaines (ce qui écarte bien évidemment les démagogues fascistes) qui veulent l'indépendance nationale, et fait ressurgir à la fois le gaullisme de la Résistance mythifié, et la mystification du gaullisme de l'indépendance nationale contre les USA et le marché commun, après le coup d'Etat réactionnaire du 13 mai 1958. L'analyse privilégie un discours sur la victimisation de la France, sur les menaces qui pèseraient sur la nation française et débouche sur la recherche d'alliances avec un prétendu courant gaulliste progressiste, qui ne nous semble pas exister, au-delà du fait que même si c'était le cas il ne nous semble pas que ce type d'alliance réponde au besoin du moment. Mais sur le fond nous ne pouvons partager une telle démarche politique qui qu'elle veuille ou non, tend à mettre la question de la domination de classe, question centrale de l'Union Européenne et du combat contre celle-ci, au second plan, renvoie la révolution socialiste à plus tard. Nous ne pouvons cautionner des mots d'ordre qui mettent en avant la perspective d'un gouvernement du type de celui du Conseil National de la Résistance, car nous sommes à un autre moment historique.

La lutte contre l'UE n'est pas une lutte de libération nationale. Il n'y a pas d'occupants, l'UE n'est pas une machine extérieure aux rapports de classe en France, mais en est pleinement partie prenante, la bourgeoisie monopoliste française jouant un rôle de premier plan avec l'Allemande, en jouant sur sa possession de la bombe atomique et de son siège à l'ONU, mais aussi de sa puissance financière et de son aire d'influence hérité de son rôle colonial. Elle a été à la pointe d'interventions militaires à répétition, en Afghanistan, en Lybie, en Côte d'Ivoire et aujourd'hui elle pousse à la roue pour intervenir en Syrie avant de pouvoir le faire en Iran, elle est le seul pays de l'UE à ne pas reconnaître la Corée populaire et le plus fidèle (après les Etats Unis) relais de la Corée du sud. C'est donc bien le combat contre la bourgeoisie monopoliste française que nous devons mener contre l'Union européenne avec comme visée stratégique la révolution socialiste, en articulant bien les deux problèmes car rien ne garanti, dans le cas contraire, que nous ne mettions pas les travailleurs à la remorque de certains secteurs du capital monopoliste qui peuvent changer de position au milieu du gué, surtout si la crise les pousse à changer leur fusil d'épaule ! Dans cette bataille, l'Euro ne peut être l'objet d'une bataille spécifique : la question n'est pas le retour au franc, à la pesetas, au drachme ou à la lire ! La crise qui frappe le capitalisme et surtout les conséquences tragiques qu'elle a sur les masses populaires ne serait pas moindre si l'Euro n'existait pas, et un simple retour aux monnaies nationales, sans des mesures contre la domination de l'oligarchie financière, contre le Capital, pour des mesures de démocratie politique donnant à la classe ouvrière des possibilités nouvelles dans son combat pour le pouvoir, sans que ne soit posé le retrait de l'UE, un simple retour serait loin d'assurer une situation meilleure aux travailleurs. L'Angleterre n'a pas l'euro, pas plus que 10 autres Etats de l'UE et pourtant les travailleurs y sont victimes de la même manière de l'offensive du patronat. Par contre il est

évident que la dénonciation de l'Euro est un moyen de faire la démonstration de la nocivité pour la classe ouvrière et les couches populaires de l'Union européenne, pour poser la question du retrait de l'UE, contre l'OTAN et pour l'avancée vers le socialisme. Et pour nous la priorité de cette bataille c'est qu'elle soit menée dans les entreprises, pas seulement en soi parce que c'est le lieu privilégié de l'intervention communiste, mais parce que l'objectif c'est que la classe ouvrière s'empare de ces questions pour mener victorieusement son combat.

L'URCF suite à l'annonce de la fermeture du site de Peugeot à Aulnay à lancé depuis trois mois une campagne politique pour la nationalisation sans indemnité de Peugeot SA avec contrôle ouvrier et des travailleurs. Au travers elle il s'agit pour nous de remettre au centre du combat de classe la question de la propriété des moyens de production et d'échange, de faire faire la liaison avec la nature de l'Union européenne qui prétend interdire toute expropriation du Capital, et en même temps de montrer que sans intervention de la classe ouvrière il n'y a pas d'alternative à la crise du capitalisme. Cette initiative qui, à cette étape s'organise autour d'une pétition, doit prendre de l'ampleur, mais elle a été immédiatement bien accueillie, chez Peugeot comme partout où elle a été rendue public. Lancée en septembre lors de la fête de l'humanité, elle a recueilli quelques 3000 signatures, mais le plus important c'est que alors qu'à ce moment là, personne ne parlait plus de nationalisation depuis des lustres, aujourd'hui cette idée refait surface y compris dans les bavardages officiels, raison pour laquelle nous insistons sur la non indemnisation. Nous avons décidé d'élargir cette bataille à Arcelor Mittal et nous avons prévu une initiative à Florange en Lorraine pour le mois de janvier. D'autres travailleurs d'autres entreprises commencent à poser la question comme aux Chantiers Navals de Nantes !

Nous estimons en même temps nécessaire que se renforcent les liens entre les Partis et organisations communistes sur le continent européen car les combats que nous avons à mener nécessitent plus que jamais que soit mis en pratique le mot d'ordre de Marx et d'Engels « Prolétarios de todos los payses, Unidos ! », plus encore sur ce continent où le Capital monopoliste au travers de l'UE et de l'OTAN possèdent une organisation qui jusqu'ici lui donne la maîtrise du terrain depuis la victoire de la contre-révolution en Union Soviétique.

En particulier il nous faut manifester notre internationalisme prolétarien avec la classe ouvrière de Grèce et son Parti communiste le KKE. L'objectif de la bourgeoisie européenne c'est, avec l'aide des opportunistes et de révisionnistes de tout poil, de faire capituler ou de faire rouler dans la poussière notre avant-garde qu'est aujourd'hui le KKE. Nous devons partout, à tout moment leur apporter notre soutien, répondre aux calomnies déversées, en particulier par le Parti de la Gauche Européenne et ses filiales locales et faire connaître leurs positions, leur travaux théoriques étant d'une importance exceptionnelle pour l'approfondissement de la théorie marxiste-léniniste. De Madrid, lançons à ceux qui veulent détruire le KKE, et derrière lui le mouvement communiste, « No Passaran » !

A ceux qui veulent faire reculer la civilisation en créant des conditions de l'exploitation de l'homme par l'homme digne du XIXe siècle, nous disons « No Passaran »

Vive l'unité d'action des Partis et organisations communistes ici présentes.

Faisons vivre l'internationalisme prolétarien !

Vive la lutte pour le socialisme vers le communisme !